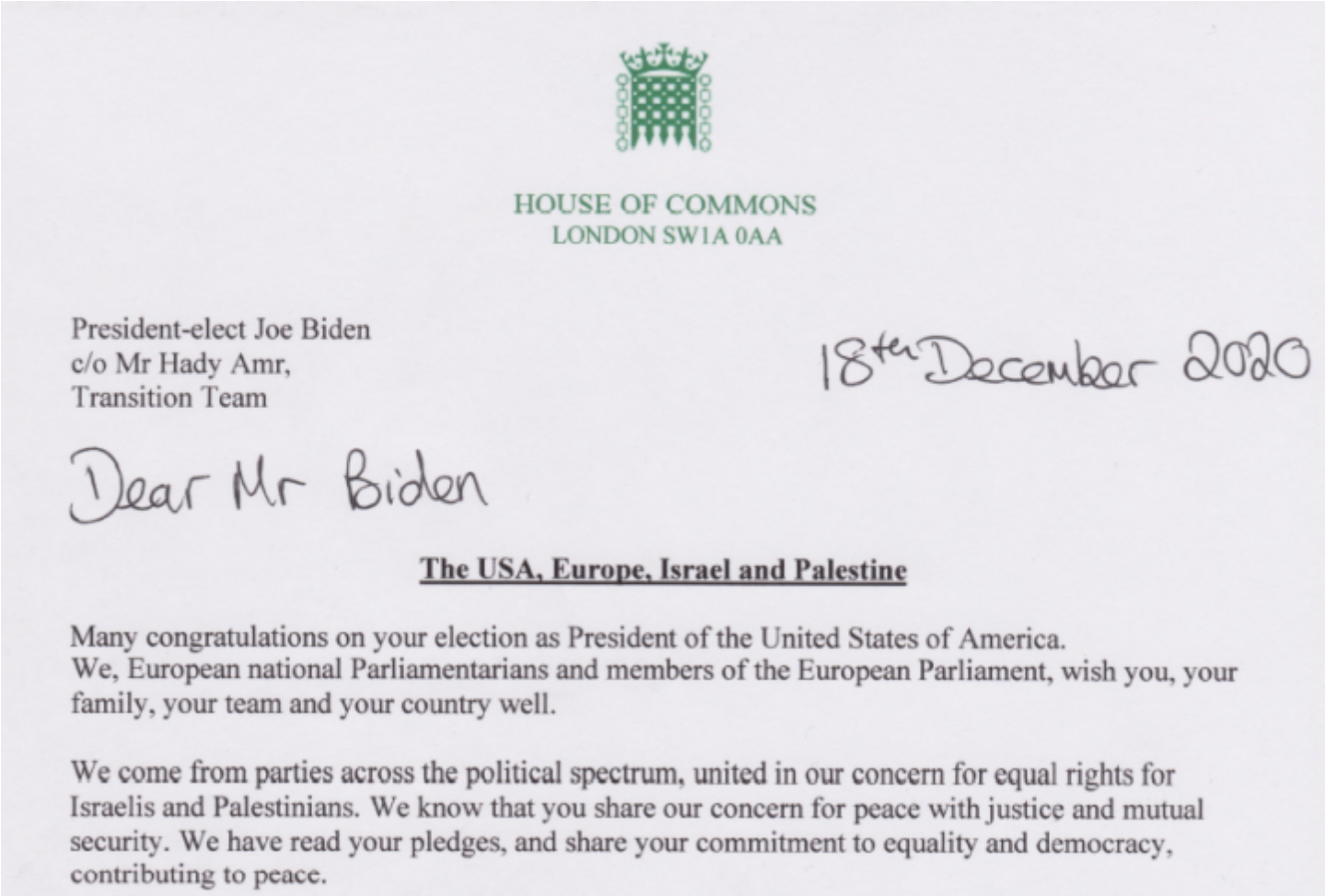
Israël-Palestine : 30 parlementaires européens écrivent à Joe Biden

11 janvier 2021



HOUSE OF COMMONS
LONDON SW1A 0AA

President-elect Joe Biden
c/o Mr Hady Amr,
Transition Team

18th December 2020

Dear Mr Biden

The USA, Europe, Israel and Palestine

Many congratulations on your election as President of the United States of America.
We, European national Parliamentarians and members of the European Parliament, wish you, your family, your team and your country well.

We come from parties across the political spectrum, united in our concern for equal rights for Israelis and Palestinians. We know that you share our concern for peace with justice and mutual security. We have read your pledges, and share your commitment to equality and democracy, contributing to peace.

30 parlementaires de 9 pays européens - dont 3 français - ont demandé au président élu des Etats-Unis Joe Biden une coopération transatlantique pour la paix en Israël Palestine sur la base de l'égalité des droits pour tous.

Traduction de la lettre envoyée à M. Biden (voir la lettre originale) :

Les Etats-Unis, l'Europe, Israël et la Palestine

Cher Monsieur Biden,

Toutes nos félicitations pour votre élection en tant que Président des Etats-Unis d'Amérique.

Nous, parlementaires nationaux d'Europe et membres du Parlement européen, vous souhaitons à vous, votre famille, votre équipe et votre pays, le meilleur.
Nous venons de partis politiques différents, unis dans notre semblable préoccupation pour l'égalité des droits entre Israéliens et Palestiniens. Nous savons que vous partagez notre préoccupation pour la paix avec la justice et la sécurité mutuelle. Nous avons pris connaissance de vos engagements et partageons votre attachement à l'égalité et la démocratie comme contributions à la paix.
Dans le passé, les Etats-Unis ont largement porté le fardeau de soutenir les efforts de paix entre le gouvernement israélien et l'OLP. Ce fut le cas lors du dernier effort sérieux pour faire avancer la paix – le courageux travail du secrétaire d'Etat John Kerry. Surtout, sachez que vous n'êtes pas seul : l'Europe peut et doit jouer pleinement son rôle, comme voisine, amie et partenaire économique des deux peuples. Nous avons besoin de travailler ensemble pour éviter ce que craignait le plus le secrétaire d'Etat Kerry et contre lequel il mettait en garde dans son dernier discours en tant que secrétaire d'Etat : « Comment Israël peut-il concilier ses idéaux de démocratie avec la permanence de l'occupation ? Comment les Etats-Unis peuvent-ils à la fois continuer de défendre cela et être à la hauteur de notre propre idéal démocratique ? ». Ce faisant, il a été courageux et juste de dire : « l'agenda des colons définit le futur d'Israël », pays dont il avait peur qu'il devienne « ségrégué et inégalitaire ». Un discours prophétique.

Israël a signé de nombreuses conventions internationales, assumant délibérément les droits et responsabilités qu'elles impliquent. Les colonies et les démolitions de maisons sont une grave violation des conventions de Genève. Toutes les colonies sont illégales au regard du droit international – à Ramat Shlomo, Ariel ou partout ailleurs. Toute la terre occupée par Israël depuis juin 1967– Gaza et la Cisjordanie, incluant Jérusalem-Est – constituent le Territoire palestinien occupé. L'acquisition d'un territoire par la force est illégale. Non moins cruelle et dangereuse est l'annexion de facto à travers l'expansion systématique et accélérée des colonies, y compris à Givat Hamatos et dans la zone E1 –qui tentent de rendre la solution à deux Etats impossible – et la destruction de communautés palestiniennes comme Khirbet Humsa. L'accélération de la colonisation doit cesser : elle a pour but de priver un peuple de son droit à l'auto-détermination et à sa souveraineté.

Sous votre présidence, nous espérons et nous croyons que les Etats-Unis seront un médiateur équitable qui méritera la confiance des deux parties. « Ne pas nuire » est un bon et prudent principe pour le futur - mais l'action est devenue une nécessité urgente pour réparer le mal fait à l'Etat de droit, l'égalité des droits et aux chances d'une coexistence pacifique durant les quatre dernières années et encore aujourd'hui. Nous vous prions de vous assurer que votre administration applique la résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations Unies, notamment en annulant la décision d'autoriser le financement du gouvernement américain afin de soutenir la recherche dans des colonies illégales.

Nous vous demandons respectueusement de réaffirmer ce qui est juste et nécessaire si nous voulons vivre selon les règles du droit international ; à savoir que notre but commun est deux Etats souverains sur la base des frontières de juin 1967 avec des échanges de territoires équivalents et agréés mutuellement, Jérusalem comme capitale partagée des deux Etats, la fin de l'occupation militaire depuis 1967, des dispositifs de sécurité répondant aux besoins des deux peuples, un accord juste pour les réfugiés et des droits égaux pour tous les habitants de la mer au Jourdain.

Gaza, où 2 millions de personnes sont bloquées depuis 2007, souffre aujourd'hui d'une crise sans précédent due au COVID avec des services de santé incapables d'y faire face. De même qu'en tant que puissance occupante, Israël a la responsabilité de soigner la population occupée comme il le ferait pour son propre peuple - avec un devoir de laisser entrer librement les médicaments et le matériel médical à Gaza et de s'assurer que les patients puissent entrer en Cisjordanie (y compris Jérusalem) pour des traitements spécialisés. Le blocus de Gaza qui dure depuis 13 ans doit prendre fin. Il empêche de vivre une vie humaine

décente.

De la part des Palestiniens, nous demandons la plus stricte résistance non-violente à l'occupation, y compris la fin des tirs de roquettes et de mortier depuis Gaza. Toute violence, d'où qu'elle vienne, doit cesser. Nous exhortons à la tenue d'élections libres dans le Territoire palestinien occupé, comme s'y est engagé récemment le Président Mahmoud Abbas. Les parlementaires européens sont prêts à faciliter, contrôler et observer le déroulement du processus électoral. Pour leur part, nos gouvernements devraient s'engager au préalable à respecter le choix électoral des Palestiniens et à travailler avec leurs représentants élus. Nous croyons que nos politiques gouvernementales de soutien à la solution à deux Etats souverains vivant côte à côte, seront renforcées par la reconnaissance immédiate de ces deux Etats. La parité d'estime pour les deux peuples est essentielle.

Nous nous réjouissons de travailler prochainement avec nos homologues du Congrès pour trouver les meilleures manières de se mettre d'accord sur ces objectifs politiques et les consolider. Nous encouragerons nos gouvernements à travailler avec vous et votre équipe afin atteindre nos buts communs d'égalité, de démocratie et de paix en Terre Sainte.

Voir la liste des signataires dans la lettre originale.

- Emplacement : Vous êtes ici : Accueil > S'informer > Dossiers thématiques > Diplomatie et droit international >
- Adresse de cet article : http://www.plateforme-palestine.org/Israel-Palestine-30-parlementaires-europeens-ecrivent-a-Joe-Biden